

**Mémoire présenté dans le cadre des
consultations prébudgétaires de 2019**

Par : Land Over Landings

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement mette fin au gaspillage de millions de dollars de fonds publics chaque année pour une initiative vieille de plusieurs décennies qui a depuis longtemps dépassé son objectif, à savoir la conservation des terres des biens-fonds de Pickering pour un aéroport potentiel.
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement s'efforce de réaliser le plein potentiel du secteur agricole canadien, tel que décrit dans le rapport Barton, en transférant les terres à une entité fédérale appropriée sous la protection d'un gardien public qui supervisera leur transformation en un centre alimentaire innovateur et prospère assurant la sécurité alimentaire du plus grand centre de population du Canada et qui en assurera la durabilité.

Les terres fédérales des biens-fonds de Pickering

Quarante-six années d'incertitude économique et de dévastation

En 1972, le gouvernement fédéral a annoncé l'expropriation de 18 600 acres (7 500 hectares) de terres agricoles de grande qualité pour une nouvelle installation de Pickering dans le but de déplacer Malton (aujourd'hui Pearson) comme principal aéroport international de Toronto. On a dit au public que l'aéroport de Pickering devait ouvrir d'ici sept ans, lorsque Malton, selon les prévisions, atteindrait sa « capacité ». En 1975, la diligence raisonnable de l'Ontario a conclu que la raison d'être de l'aéroport de Pickering était fondée sur une pensée dépassée et incorrecte, et qu'un nouvel aéroport n'était pas nécessaire. La province a dit à Ottawa qu'elle ne financerait pas les routes, les égouts ou d'autres infrastructures pour soutenir l'aéroport. Transports Canada a été forcé d'abandonner la construction, mais s'est accroché au site exproprié, insistant sur le fait que Malton atteindrait éventuellement sa capacité et qu'un nouvel aéroport serait nécessaire.

Le Ministère a utilisé publiquement le nombre de passagers lorsqu'il a fait référence aux limites de capacité aéroportuaire, mais l'industrie de l'aviation définit la capacité aéroportuaire non pas en nombre de passagers, mais en nombre de mouvements aériens que les pistes d'un aéroport peuvent gérer en toute sécurité. Selon cette mesure, l'aéroport Pearson de Toronto n'a jamais eu de problème de capacité et n'en a pas maintenant. Dans le plan directeur 2017-2037 de Pearson, son exploitant, l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA), déclare que les cinq pistes existantes de l'installation ont une capacité de traitement des aéronefs suffisante pour l'horizon de planification actuel et qu'une sixième piste approuvée peut encore être ajoutée, au besoin, après 2037. Au fur et à mesure où les activités prennent de l'expansion, Pearson a l'intention d'agrandir ses aérogares de passagers et de fret « juste à temps ».

D'après l'évaluation de la GTAA, il est peu probable que l'aéroport Pearson soit confronté à une contrainte quant à la capacité de ses pistes au cours des trois prochaines décennies, et, à juste titre, bien au-delà, voire jamais. Pourquoi disons-nous cela? Parce que Pearson travaille au sein d'un réseau de 10 autres aéroports régionaux (y compris Oshawa, à 20 km du site de Pickering) pour répondre aux besoins du sud de l'Ontario en matière d'aviation au cours des trois prochaines décennies. Parce que la plupart de ces plus petits aéroports ont la capacité d'étendre considérablement leurs activités pour répondre à la croissance de l'aviation générale, des avions d'affaires et des compagnies aériennes à très bas prix pendant cette période. Parce que le Canada, pour respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015, réduira ses émissions de carbone à 80 % sous les niveaux de 2005. Et parce que le secteur de l'aviation, qui est tributaire des combustibles fossiles, ne sera pas à l'abri des mesures fondées sur le marché pour freiner la croissance afin de répondre à l'exigence mondiale d'émissions nettes neutres en carbone dans la seconde moitié du siècle.

L'impact de l'expropriation des années 1970 dans le nord de Pickering a été dévastateur pour les résidents de 126 fermes en activité et de deux villages. L'expropriation a également causé d'importants dommages aux communautés environnantes : de nombreuses petites entreprises ont fait faillite et le tissu social de la région a été détruit. Contrairement à Mirabel, où 92 000 acres (37 000 hectares) de terres excédentaires ont finalement été revendues aux agriculteurs, le gouvernement fédéral a conservé la propriété de l'ensemble du site de Pickering, promouvant perpétuellement l'idée qu'un aéroport serait bientôt construit. Depuis plus de quatre décennies, les locataires louent les propriétés en vertu de baux d'un an. Avec un horizon de planification aussi court et aucune garantie de renouvellement des baux, les agriculteurs n'ont pas investi dans l'entretien de l'infrastructure agricole, et l'agriculture diversifiée a disparu, remplacée par le maïs, le soja et la culture industrielle du blé. L'entretien des propriétés fédérales était chroniquement sous-financé, ce qui a transformé le site en un taudis de zone rurale de bâtiments délabrés, dont la plupart ont été démolis. On estime que plus de 80 % des maisons ont été détruites, ce qui a entraîné une baisse correspondante des dépenses de consommation dans la collectivité. L'incertitude constante, némésis de l'investissement, a entraîné un refroidissement économique permanent : le développement des entreprises locales et la création d'emplois dans ce qui était autrefois une région prospère sont maintenant pratiquement inexistantes.

Deux mesures fédérales récentes ont fait naître l'espoir d'une reprise de la croissance économique dans une partie de ces terres. En deux tranches, en 2015 et 2017, Transports Canada a complété le transfert d'environ 50 % des terres agricoles expropriées à Parcs Canada, qui prévoit protéger à perpétuité les terres agricoles à l'intérieur du parc urbain national de la Rouge.

Vers un avenir de croissance économique et de création d'emplois

La dépression économique et l'incertitude continuent de régner sur les terres restantes, ces 9 600 acres (3 900 hectares) encore réservés à un aéroport potentiel. Au cours des 46 dernières années, des douzaines de rapports, d'enquêtes, d'analyses, de plans et d'études fédéraux sur la construction d'un aéroport à Pickering ont été rédigés, mais il reste encore à faire une analyse de rentabilisation convaincante.

L'an dernier, afin de tenter de mettre fin au vide débilant, **Land Over Landings, un organisme de citoyens désireux de sauver cette vaste étendue de terres agricoles de grande qualité pour la production alimentaire dans la région du Grand Toronto**, a commandé la toute première étude économique des avantages qu'un tel plan de rechange pourrait procurer. Les consultants ont commencé leur travail en déterminant le niveau actuel de dépression économique sur les terres. Au cours des décennies de propriété fédérale, l'impact économique en Ontario de l'activité agricole sur ces terres a chuté de moitié, passant de 13,9 millions de

dollars en 1971 à 7 millions de dollars en 2016, tandis que le nombre d'emplois en Ontario liés à l'activité agricole sur les terres a diminué des deux tiers, passant de 161 en 1971 à 55 aujourd'hui.

À partir de cette base, les consultants ont élaboré une **vision** et une feuille de route détaillées, **pratiques, viables et durables** – une voie vers la prospérité – pour les terres si elles sont consacrées en permanence, sous l'intendance d'un gardien public, à l'agriculture et à l'agrotourisme, au service de la plus grande conurbation du Canada. Ils ont constaté que l'agriculture et l'agrotourisme, soutenus par des centres recherche et d'innovation ou d'incubation et la valeur de la séquestration de carbone sur les terres, pourraient entraîner une reprise économique étonnante en l'espace d'une génération.

Le document « A Future for the Lands » prévoit que, avec la mise en œuvre de la vision économique :

- l'impact économique à l'échelle de l'Ontario serait **multiplié par 34** pour atteindre 237,9 millions de dollars, et le nombre d'emplois serait **multiplié par 39** pour atteindre 2 151;
- des dépenses d'investissement ponctuelles de 58 millions de dollars seraient déclenchées pendant la mise à niveau ou la reconstruction d'infrastructures négligées, détruites ou manquantes, ce qui entraînerait la création de 1 180 emplois, des dépenses en salaires et traitements de 47 millions de dollars et une stimulation temporaire globale de l'activité économique provinciale de 136,3 millions de dollars.

Le document « A Futur for the Lands » décrit également les possibilités de croissance économique conformes aux politiques et aux initiatives fédérales actuelles, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques et l'accès aux terres agricoles pour les nouveaux agriculteurs. Voici quelques-unes des recommandations :

- la création d'un Centre de recherche et d'innovation sur les terres pour étudier l'adaptation aux changements climatiques de l'agriculture fruitière et maraîchère, y compris la recherche sur les pratiques de production optimales et la séquestration du carbone; la préservation des terres agricoles et de l'habitat naturel des terres continuerait d'apporter une contribution annuelle de plus de 6 millions de dollars en séquestration du carbone et en avantages écologiques;
- l'établissement d'un centre d'incubation sur les terres, auquel participent des agriculteurs expérimentés qui aident les nouveaux venus à se bâtir une carrière en agriculture. Parmi les nouveaux venus, mentionnons les jeunes agriculteurs et les immigrants qui pratiquaient l'agriculture avant de venir au Canada. Les terres des biens-fonds, le plus grand bloc contigu de terres agricoles productives disponibles à la location au Canada, offriraient des possibilités uniques aux jeunes et aux nouveaux agriculteurs qui n'ont pas les moyens d'acheter des terres agricoles dans la région du Grand Toronto. La location leur permettrait de concentrer leur capital sur le développement de leurs entreprises, la création de richesses et la création d'emplois locaux. L'étude recommande des baux à long terme, renouvelables, d'une durée de 30 ans, rendant possibles l'innovation et l'investissement et engendrant un

comportement « de propriétaire » de la part des locataires agricoles. Les agriculteurs vivraient de nouveau sur les terres et participeraient à la revitalisation de la communauté locale. Un tel plan contribuerait à apaiser les préoccupations exprimées dans le « Rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire » de décembre dernier, dans lequel le Comité soulignait sa conviction que notre nouvelle politique alimentaire nationale devrait également tenir compte de « la prochaine génération d'agriculteurs, de l'accès aux terres agricoles et de la main-d'œuvre agricole ».

Alignement sur le rapport Barton sur l'agriculture

La deuxième série de recommandations du Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre des Finances (« rapport Barton ») a relevé l'énorme potentiel de croissance et d'amélioration des exportations de l'agriculture canadienne tout au long du XXI^e siècle. Le Canada est reconnu mondialement comme un fournisseur fiable d'aliments sains et nutritifs et a la possibilité de devenir le deuxième exportateur d'aliments en importance dans le monde, d'approvisionner une population mondiale en expansion, d'aider à répondre à la demande croissante de protéines en Asie et d'aider les pays qui vivent des phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes qui détruisent les récoltes.

Le rapport Barton a recensé des secteurs de l'économie canadienne « dans lesquels le Canada jouit d'une grande richesse et a un potentiel inexploité et des perspectives de croissance mondiale considérables ». Deux secteurs spécifiquement mentionnés sont le tourisme ainsi que l'agriculture et l'alimentation. Le rapport note que, d'ici 2050, la demande alimentaire mondiale devrait avoir augmenté de 70 %.

Potentiel d'alignement : L'étude économique de Land Over Landings a révélé que l'utilisation permanente des terres pour la production alimentaire et l'agrotourisme entraînerait une reprise spectaculaire de la production économique ainsi que la création d'emplois pour la collectivité locale, avec des retombées positives dans l'ensemble de la province.

Le rapport Barton note que de nombreux consommateurs de la classe moyenne « veulent la preuve que leurs aliments ont été produits d'une manière sûre et durable sur le plan de l'environnement ».

Potentiel d'alignement : Les aliments frais cultivés de façon durable sur les terres et assujettis à la réglementation canadienne sur la salubrité des aliments fourniraient une telle assurance. Il n'est pas garanti que les aliments importés ont été cultivés selon les mêmes règles de sécurité et dans des conditions durables sur le plan de l'environnement auxquelles s'attendent les consommateurs canadiens.

Le rapport Barton recommande que le gouvernement, en collaboration avec le secteur privé,

prenne des mesures audacieuses pour mettre sur pied des projets pilotes de croissance économique et agricole, comme la création de plusieurs centres de transformation des aliments au Canada. Il note que la base de consommateurs sophistiquée et diversifiée sur le plan ethnique du Canada stimule le développement de produits transformés qui peuvent être attrayants partout dans le monde.

Potentiel d'alignement : Le Centre de recherche et d'innovation sur les terres pourrait devenir un centre d'excellence et d'innovation de premier plan à l'échelle mondiale dans le développement de la transformation des aliments pour les fruits et légumes ethnoculturels. Dans une étude récente, le D^r Glen Filson, de l'Université de Guelph, a constaté une forte demande de la part des Néo-Canadiens pour des aliments ethnoculturels frais et cultivés localement. La demande annuelle s'élève à plus de 700 millions de dollars dans la région du Grand Toronto seulement. Les sols agricoles et le climat de l'Ontario conviennent à la culture d'un grand nombre de ces « aliments du monde », mais les agriculteurs de l'Ontario commencent à peine à apprendre à cultiver pour ce marché lucratif. Le D^r Filson a conclu que d'autres recherches sont nécessaires pour déterminer quels aliments sont les plus viables pour nos agriculteurs et quelles techniques de culture et de transformation des aliments sont les meilleures. Ces travaux pourraient être réalisés en collaboration avec les scientifiques du Centre de recherche et d'innovation sur les terres et les agriculteurs et transformateurs locaux, entrepreneurs et transformateurs d'aliments.

Sommaire

La situation actuelle sur les terres fédérales des biens-fonds de Pickering ne contribue pratiquement en rien à l'économie du pays. Le site est, en fait, un excellent exemple d'un actif public sous-performant. Il y a peu ou pas d'espoir de changement tant que le gouvernement fédéral n'aura pas cessé de financer ce projet en attente perpétuelle. Aucun aéroport supplémentaire ne sera nécessaire dans le sud de l'Ontario pendant au moins 30 ans de plus, et les efforts pour faire face aux effets du changement climatique pourraient bien annuler l'idée même de l'expansion de l'aviation alors que nous approchons du milieu du siècle. D'autre part, le plan alternatif d'utilisation des terres, pour l'agriculture et l'agrotourisme, capitalise sur les actifs uniques des terres et pourrait être mis en œuvre maintenant, à un coût beaucoup moins élevé pour les contribuables que le *statu quo* et avec des avantages potentiels beaucoup plus importants, y compris une croissance économique durable et de nouvelles possibilités d'emploi pour les nouveaux agriculteurs, les scientifiques et un large éventail d'entrepreneurs.

Les terres, sous l'intendance protectrice d'un gardien public, offrent au Canada une occasion unique d'atteindre les nombreux objectifs mentionnés ci-dessus – le gouvernement fédéral

travaillant aux côtés des agriculteurs locaux et entrepreneurs pour accroître la sécurité alimentaire et la compétitivité de notre pays en créant un centre alimentaire du nord de Pickering dédié à la fourniture d'aliments salubres, frais et transformés, à Toronto et dans le monde entier.